



Cgt

Finances Publiques 62

CAPL N°2 et N°3 **18 décembre 2014**

Madame la présidente,

Les élus de la CGT Finances Publiques dénoncent la pénurie d'agents dans les services.

Les chiffres communiqués par l'administration confirment la désastreuse situation de l'emploi en catégorie C avec un déficit de 1254 agents et en catégorie B avec au moins 2059 emplois vacants officiellement répertoriés.

La situation des effectifs est déplorable pour les deux filières !

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ?

Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés : fusions des services, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, fermeture de trésorerie au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants. L'inquiétude des agents concernant la pénurie d'emplois est réelle.

Les agents subissent au quotidien les conséquences des suppressions d'emplois : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle auraient obtenu leur mutation.

Pour la CGT, les agents n'ont pas à subir les mauvais choix de gestion de l'administration en matière de recrutement

et une fois de plus, l'administration anticipe les suppressions d'emplois à venir.

Nous constatons à la lecture des documents que si des mutations complémentaires ont bien été prononcées, pour autant, notre département, comme de nombreux autres, va rester déficitaire.

La situation des effectifs dans notre département au 1^{er} mars 2015 sera de moins 7,4 C et de moins 23,6 B.

Tous les sites sont touchés, certains sites plus lourdement comme Boulogne, Montreuil, Lens et Hénin-Beaumont.

Nous ne pouvons donc être satisfaits par ce mouvement !

Nous sommes bien loin de notre revendication : que toutes les vacances soient pourvues dès lors que le poste est demandé par un agent.

La CGT Finances Publiques revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents à hauteur des besoins réels. Cela permettrait non seulement d'améliorer la situation, de plus en plus inquiétante, des agents et des services mais aussi de donner des possibilités de mutation à des collègues qui attendent depuis plusieurs années.

Les élus CGT Finances Publiques

Edith MABBOUX
titulaire CAPL n°3

Roger BASTIEN
titulaire CAPL n°2